

sation. Pas un seul des banquiers qui ont comparu devant le comité n'a fait une suggestion pour la solution du problème qui pèse sur l'Ouest; aucun de ceux qui contrôlent les vastes ressources financières du Canada n'a fait une suggestion, sauf sir Edmund Walker ou sir John Aird, qui a dit: "C'est peut-être une bonne idée, mais ne vous adressez pas aux banquiers, aux gens qui contrôlent les finances du Canada." Tel est l'avis de sir John Aird, et si les membres du comité croient que c'est là un bon conseil, c'est qu'ils ont du sujet une conception toute différente de la mienne.

M. VIEN: Mon honorable ami croit-il que nous devons nous adresser aux banques pour un système de crédit rural?

M. SHAW: Je crois que les banques sont les premières institutions qui devraient voir à financer les besoins légitimes de l'Ouest canadien, parce qu'il y a dans l'Ouest, des gens autres que les cultivateurs qui souffrent des taux d'intérêt qui leur ont été imposés.

Une autre suggestion avant de terminer. Nous, de l'Ouest, sommes aussi bons Canadiens que ceux de l'Est. De fait, je crois que nous sommes de meilleurs Canadiens.

M. JACOBS: Qu'est-ce qui constitue un bon Canadien?

M. SHAW: Je crois que vous êtes capable d'en donner une définition mieux que toute autre personne. Je ne prétends en rien que ce pays est divisé par des sections géographiques. Nous, de l'Ouest, avons à souffrir nos limitations géographiques et les problèmes qu'elles nous imposent, et il existe une opinion assez profondément ancrée que nous avons été depuis longtemps exploités économiquement par l'Est du Canada. C'est particulièrement clair et évident au point de vue du taux de l'intérêt. Nous avons d'autres griefs mais je ne veux pas les mentionner ici—mais je n'ai qu'à prononcer le mot "tarif",—mais je sais que nous avons souffert beaucoup, et que nous avons des griefs nombreux et fondés contre les gens de l'Est. Comme Canadien—et il n'y a pas un membre de ce comité qui puisse m'en montrer en fait de canadianisme—je soumets qu'il existe aujourd'hui un problème sérieux qui mérite votre attention, votre sympathie et une étude sérieuse. Vous ne pouvez ignorer ce problème si vous voulez que le pays ne tombe pas en pièces et si vous voulez conserver la Confédération. Si vous persistez à l'ignorer, vous préparez des orages. Je soumets que ce grief devrait être étudié avec plus d'attention que tous ceux de l'Ouest ne l'ont été jusqu'à ce jour.

M. GOOD: Monsieur le président, avant de prendre le vote, je désire rappeler aux membres du comité un petit incident raconté par Dickens dans "Tale of two Cities". Il s'agit du carrosse du seigneur qui a écrasé l'enfant d'un habitant. Le seigneur se contente de faire quelques remarques plutôt offensantes sur la négligence qui est cause de l'accident. Je voudrais que le comité se rende compte des conséquences de ce que peut être sa négligence d'aujourd'hui. Il y a des gens qui conduisent d'une manière écervelée le chariot des privilèges spéciaux en ce pays, et qui écrasent nos enfants. Gare aux conséquences.

Le PRÉSIDENT: Il a été fait différentes suggestions sur la priorité de la proposition à être mise aux voix. Dois-je employer mon propre jugement? Je soumets d'abord l'amendement de M. Shaw. Il est plus étendu que celui de M. Carmichael, et si M. Carmichael le désire, son amendement sera ensuite mis aux voix.

M. SHAW: Je voudrais que le vote soit enregistré.

Le PRÉSIDENT: Très bien.

Le vote étant pris, l'amendement de M. Shaw est rejeté.

Le PRÉSIDENT: Maintenant, Monsieur Carmichael, je soumets votre amendement. Une des clauses est exactement semblable à une de celles de M.